

Comptes économiques 2000

Le **Produit Intérieur Brut (PIB)** de la Polynésie française s'élève à **453,46 milliards de F.CFP en 2000 contre 422,35 milliards en 1999 ; soit une croissance de 7,3 % et un PIB par habitant de 1 942 418 F.CFP (1 839 392 en 1999). Corrigé de l'inflation observée en 2000 sur le territoire (1,0 % de hausse moyenne annuelle des prix de détail à la consommation), l'accroissement du Produit Intérieur Brut est encore de 6,25 % en volume. Le secteur productif marchand représente 71,5 % du PIB et la TVA, 4,4 %. La contribution du secteur des administrations continue de baisser pour se situer à 24 %. Cette répartition suit la logique amorcée depuis 1995 avec une augmentation du poids du secteur marchand dans le processus de création de richesses.**

Poursuite de la croissance

La Polynésie française continue sa mutation économique entamée depuis 1996, caractérisée par une forte croissance de la production marchande (hausse de la PIBe de 5,0 % en 2000, soit 4,3 % en moyenne annuelle depuis 1996) qui tire le PIB vers le haut.

La maîtrise des salaires versés par l'administration (1,7 % de hausse moyenne entre 1996 et 1999) s'est quelque peu relâchée en 2000 avec une progression de 6,6 % des salaires. Elle est en grande partie liée à la croissance des emplois dans le secteur de l'éducation et l'État en est le principal responsable pour 65 %. Les salaires versés par l'administration locale ont eux aussi connu une évolution positive (+5 %) qui s'est traduite par une augmentation des effectifs moyens dans l'administration territoriale et communale. Cette relance des salaires s'est toutefois avérée plus lente que l'accroissement des recettes de fonctionnement (+7,3 %).

La Polynésie confirme, et ce pour la quatrième année consécutive, au travers des principaux agrégats économiques, inflation stabilisée, hausse en valeur du PIB de 81,8 milliards, soit +22,2 % depuis 1996, qu'elle s'est durablement installée dans un cycle de croissance forte et équilibrée.

Le premier secteur à contribuer à ce mouvement dynamique est toujours celui des services (plus de 55 % de la hausse totale du PIB marchand). Sa valeur ajoutée progresse de près de 8,9 milliards (+6,2 % depuis 1999) sous l'impulsion des services divers (hôtelleries, prestataires de services, etc.) en progression de 6,2 milliards et des transports et télécommunications (+2,6 milliards). Tous deux sont dopés par l'augmentation des dépenses des touristes internationaux qui, avec un montant proche de 50 milliards (hausse de 5,6 % des dépenses touristiques entre 1999 et 2000), atteint le plus haut niveau jamais observé en Polynésie. La consommation des ménages garde son rôle moteur.

Le commerce, dont l'activité repose en grande partie sur la commercialisation de produits importés, poursuit sa mutation avec la progression des taux de TVA qui, en 2002, doit remplacer la totalité des droits et taxes à l'importation. Le taux de taxation sur les produits importés (hors TVA qui n'est pas un impôt payé par les entreprises)



N° 3/2003

Directeur de la publication :
Bertrand ODDO

Rédactrice en chef :
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :
Julien VUCHER-VISIN

Maquettage : Yrida DOMINGO
Flashage : SCOOP
Impression : STPmultipress

Vente et abonnements : 47 34 42

Prix du numéro :
En Polynésie française : 600 F.CFP
Hors Polynésie française : 750 F.CFP

Dépôt légal : Août 2003
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2003

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf

est passé de 36 % de la valeur CAF en 1998 à 31,7 % en 1999 et 28,1 % en 2000 ; toutes choses étant égales par ailleurs, cela s'est traduit par une baisse du taux de marge et par une hausse de la valeur ajoutée de 2,7 milliards (+ 3,2 %) en 2000. De manière générale, le tertiaire joue toujours un rôle prépondérant dans l'économie polynésienne avec une part dans la Production intérieure brute marchande (PIBe) qui se maintient au même niveau qu'en 1999 à 73,5 %.

Le secteur du BTP enregistre une augmentation de sa production et de la valeur ajoutée créée de, respectivement 4,4 milliards et 1,7 milliard ; l'amélioration des résultats s'explique par la hausse des dépenses en infrastructures publiques (+2,1 milliards) qui compense la baisse en équipement des ménages (-600 millions) et celle des investissements immobiliers des entreprises (-950 millions).

Le bilan de l'année 2000 a également été très satisfaisant pour les autres secteurs d'activité. Le secondaire a maintenu, sous l'impulsion de l'industrie agro-alimentaire, sa contribution à la PIBe autour de 14 % et le secteur primaire, autour de 5 %.

Enfin, les administrations, qui ont versé 108,6 milliards de salaires (y compris les charges sociales), en hausse de 6,6 % depuis 1999, voient leur contribution au PIB légèrement diminuer pour atteindre 24 % en raison d'une croissance plus faible que celle des autres composantes (PIBe, TVA, salaires domestiques).

L'analyse de la demande montre que la croissance est principalement soutenue par une consommation des ménages très dynamique (+29,3 milliards). Celle-ci a elle-même largement bénéficié de la maîtrise de l'inflation, d'une évolution forte de la masse salariale (+7,6 %) et d'une conjoncture économique très positive ayant un impact direct sur les revenus des entreprises individuelles et les bénéficiaires.

Les dépenses courantes et l'investissement des administrations (+1,7 et +3,5 milliards), la bonne tenue des investissements des entreprises qui, malgré une légère baisse (-1,2 milliard), réalisent leur deuxième score de la décennie, les bons résultats obtenus par les exportations de produits locaux (+1,6 milliard) et de services (+2,7 milliards de dépenses touristiques) expliquent pour partie la très bonne année 2000.

Le solde de la balance commerciale, composante négative de la demande, est toujours déficitaire, en légère accentuation en 2000 (-97,5 milliards contre -85,2 milliards en 1999), la hausse des exportations locales liées au bon résultat de la perle (+10,9 % en valeur) n'ayant pu compenser celle des importations (+11,6 %).

Le PIB et ses composantes en 1999 et 2000

Unité :	1999		2000	
	Millions de F.CFP	%	Millions de F.CFP	%
Agriculture	15 438	3,7	16 537	3,6
Industries agro-alimentaires	12 059	2,9	12 691	2,8
Énergie	12 809	3,0	13 162	2,9
Industries mécaniques et électriques	9 179	2,2	8 396	1,9
Autres industries	10 064	2,4	10 963	2,4
Bâtiment, travaux publics	22 403	5,3	24 156	5,3
Transports, télécommunications	31 219	7,4	33 860	7,5
Autres services	112 071	26,5	118 290	26,1
Commerce	83 284	19,7	85 974	19,0
PIBe	308 525	73,1	324 029	71,5
Salaires des administrations	101 866	24,1	108 589	24,0
Salaires domestiques	805	0,2	847	0,2
TVA (importations + consommation)	11 136	2,6	19 896	4,4
PIB	422 331	100,0	453 360	100,0
Taux de croissance PIBe		4,1		5,0
Taux de croissance PIB		5,2		7,3
PIB par habitant	1 839 421		1 942 417	

Source : I.S.P.F. - Comptes économiques 2000 de la Polynésie française

La production

La production intérieure brute (PIBe) est la contribution du secteur productif marchand au PIB. Elle s'élève à 324 milliards en 2000. Le secteur tertiaire (commerce, services et transports et télécommunications) génère, à lui seul, 73,5 % de la PIBe, le secondaire (industries agro-alimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques et industries diverses) 14,0 %, le BTP 7,5 % et le secteur primaire (agriculture, pêche, perliculture) 5,0 %.

■ Le commerce

Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales perçues lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale (33,6 milliards en 2000, dont 33 milliards pour les importations civiles). La croissance de cette branche est mécaniquement atténuée par la mise en place de la TVA. Cette dernière, faisant baisser le taux de marge globale (de 86,9 % en 1999 à 84,6 % en 2000), amortit la hausse de production (+4,8 %) liée à celle des importations.

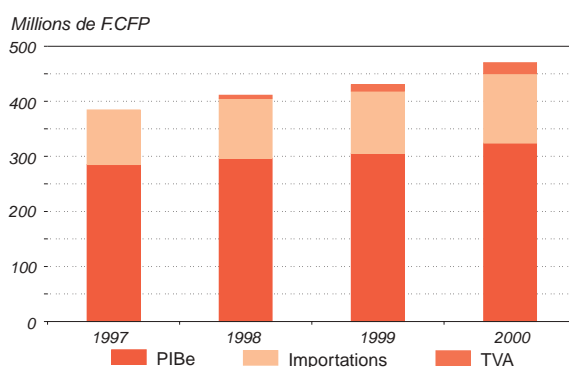
Les bons résultats du commerce sont en grande partie liés à la progression de la consommation des ménages (+11,4 %), stimulée par : une amélioration de la situation du marché du travail (+ 5,5 % pour les variations des effectifs salariés), un accroissement important de la masse salariale globale (+7,6 %), un recours au crédit à la consommation toujours plus important (+4,8 %) et les bénéfices distribués par les entreprises. La très bonne année touristique (252 000 touristes en Polynésie) a aussi contribué à ce bon état de santé qui se traduit par l'ouverture de nouvelles enseignes dans la distribution et l'agrandissement des surfaces de vente. Les hausses les plus marquantes ont concerné le commerce de détail, principalement la grande distribution, les commerces spécialisés et les concessions automobiles (+11,8 % de voitures vendues).

■ Les services, transports et télécommunications

Les services (organismes financiers, assurances, hôtels, bars, restaurants, services juridiques, d'hygiène et de santé, d'enseignement, agences de voyages etc.) et les transports et télécommunications continuent leur développement. Après les 5,2 % de croissance constatée en 1999, l'année 2000 conserve les mêmes bases de progression à + 6,2 %. Hors transports et télécommunications, l'activité des services gagne près de 6,2 milliards de valeur ajoutée et se positionne comme le secteur le plus important en terme de valeur ajoutée créée (26,1 % du PIB).

Le secteur des transports et télécommunications a su, lui aussi, profiter de l'excellente année touristique qui a dopé le résultats de nos compagnies aériennes locales

Les ressources



Source : I.S.P.F - Comptes économiques 2000 de la Polynésie française

(hausse de 12,1 % des passagers transportés en 2000) et internationales (+26 %). Ces bons résultats, cumulés au développement du secteur des télécommunications (extension du réseau cellulaire Vini, de la télévision par satellite,) ont permis d'augmenter la valeur ajoutée créée de 2,6 milliards et d'atteindre le niveau record de 34 milliards pour peser 7,5 % du PIB.

La progression de ces deux secteurs trouve principalement son origine dans les bons résultats des entreprises du secteur touristique (hôtels, restaurants, transporteurs aériens, agences de voyages...). Les dépenses effectuées par les touristes internationaux sont estimées à 49,8 milliards en 2000, soit une hausse de 5,3 % depuis 1999.

■ Le BTP

Le bilan apparaît très satisfaisant en 2000. Il confirme la bonne santé de cet acteur incontournable dans la bonne marche économique du territoire. Le nombre d'entreprises du BTP recensées au répertoire des entreprises a enregistré une progression de 5,7 %, passant de 2 579 en 1999 à 2 726 en 2000. Parallèlement, les effectifs salariés du BTP ont crû de 5,0 % en moyenne annuelle en 2000. À l'image de l'année 1999, les professionnels du BTP ont pleinement bénéficié du dynamisme de la commande publique, la contribution au PIB se maintient autour de 5,3 % avec 24,2 milliards de valeur ajoutée créée, en hausse de 1,7 milliard.

Le BTP participe à la Production intérieure brute marchande (PIBe) pour 7,4 %, grâce à une conjoncture favorable portée par la vigueur de la demande publique (+11,7 % par rapport à 1999) au travers des dépenses

consacrées aux constructions scolaires (+20,7 % en 2000), aux travaux d'infrastructures en hausse de 21 % (2^{ème} tranche de la route des plaines, 3^{ème} entrée Est de Papeete, port d'Uturoa, voirie des archipels) et à la poursuite des programmes de logements sociaux (1 033 logements livrés en 2000).

Cette augmentation des commandes publiques (+2,1 milliards) a compensé la baisse de la demande des ménages (-4,5 %) qui demeure toutefois à un niveau très important (11,5 milliards) et celle de la demande privée (-8,8 %) malgré tout encore bien orientée. Ce bon niveau des investissements est principalement lié à la poursuite des constructions et extensions des hôtels qui ont compensé la baisse du nombre des projets immobiliers.

■ Les industries

L'industrie polynésienne, dans la continuité des années précédentes, a globalement effectué une bonne année 2000, même si sa croissance s'est avérée moins rapide que celle autres secteurs. Sa contribution au PIB s'élève à 7,1 % et représente 9,9 % de la PIBe (contre 7,4 % et 10,1 % en 1999).

Le répertoire des entreprises dénombre 2 530 entreprises industrielles contre 2 466 en 1999, soit un taux de création nette d'entreprises de 2,6 %. Les industries agro-alimentaires, qui regroupent quelques grands groupes et une majorité de petites entreprises spécialisées dans la transformation de matières premières importées et locales (ananas, charcuterie, ...) ont augmenté leur valeur ajoutée créée de 5,2 % en s'appuyant sur la bonne tenue de la consommation des ménages et l'essor de l'activité touristique.

Les autres industries continuent leur développement avec une hausse de valeur ajoutée créée de +8,9 % en 2000 après les 9 % de croissance de 1999 ; ces excellents résultats sont en grande partie liés au dynamisme du secteur du BTP, client de ces industries (charpente, métaux, menuiserie), qui tire ainsi la croissance de l'ensemble vers le haut. Les industries mécaniques et électriques ont connu une année plus difficile avec une baisse de 8,5 % de la valeur ajoutée créée. Un recul essentiellement lié à ces mêmes entreprises (la réparation automobile, la construction et réparation navale) qui ont fait la croissance du secteur les années précédentes et amplifié par la baisse des commandes publiques (-3,4 %) et privées (-1,6 %) en équipements mécaniques.

■ L'énergie

Le secteur de l'énergie regroupe les unités de production d'électricité et de distribution d'eau. Il représente 2,9 % du PIB et augmente sa contribution en valeur ajoutée de 2,8 %. Cette augmentation est en partie imputable à la progression du nombre d'abonnés à Tahiti et dans les îles (+5,3 %) et donc à celle du volume des ventes d'énergie électrique (+6,7 %).

■ L'agriculture

L'agriculture englobe, outre les productions agricoles proprement dites, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la production perlière. Pour cette dernière activité, la connaissance très imparfaite du secteur contraint à valoriser la production perlière par les exportations.

La perliculture améliore grandement ses résultats de 1999 en augmentant de 10,9 % la valeur des ventes à l'étranger (+11,1 % en volume) et atteint les 21 milliards de F.CFP pour les perles brutes, les perles travaillées et les ouvrages en perles. Malgré ce bon résultat, le secteur demeure handicapé par une baisse continue des cours. Le prix du gramme de la perle brute est passé de 2 359 F.CFP en 1998 à 2 090 F.CFP en 1999 (-11,4 %) et 1 766 F.CFP (-15,5 %) en 2000. Cette accélération de la baisse des prix n'est pas due à une baisse soudaine de la qualité, mais plutôt à une nouvelle pratique de vente. Celle-ci consiste à vendre des lots de perles brutes avec des pièces de moins bonne qualité qui, jusqu'alors, étaient montées en ouvrage (non soumis à taxation jusqu'en 1999). Les autres productions agricoles sont en progression de 12 % par rapport à 1999. Les hausses les plus marquantes concernent la production de coprah (+23,7 % en valeur et +23,3 % en volume), de légumes (+24,9 % en volume et +36,5 % en valeur) et de vanilles mûres (+117,5 % en tonnage et en valeur). La pêche a vu l'année 2000 marquer une progression sensible de sa production en volume pour les poissons du large commercialisés au sein des marchés municipaux et du Marché d'Intérêt Territorial M.I.T (+9 %). Le volume de pêche lagonaire est resté stationnaire. Le secteur primaire enregistre une progression de 7,1 % de valeur ajoutée pour une contribution au PIB de 3,6 %.

Les importations

Les importations* s'élèvent à 126,2 milliards contre 113,1 milliards en 1999 (+11,6 %). Le secteur militaire connaît sa première hausse depuis 1995 (+1,1 milliard) avec l'importation d'appareils aériens, il représente 4,3 % des importations totales. Stimulé par la bonne tenue de la consommation des ménages, le secteur civil augmente de 11,7 % pour atteindre le niveau record de 120,8 milliards.

Le fait marquant de l'évolution des échanges est l'alourdissement de la facture en produits pétroliers, responsable pour un tiers de la hausse : de 5 milliards en 1999 à 9 milliards en 2000 (+76 %). Cette augmentation est principalement liée à celle du dollar et donc, de tous les prix à l'importation des produits achetés avec cette devise. Par ailleurs, les principales progressions touchent l'automobile et les cycles, les machines et appareils destinés essentiellement à l'équipement des entreprises ainsi que les matériaux de construction et produits alimentaires. Les deux dernières catégories répondent à une demande forte des ménages et des touristes.

(*) : Les montants des importations 99 ont été modifiés pour prendre en compte le mouvement de grève des services des douanes en 1999.

La TVA

La Taxe sur la Valeur Ajoutée mise en place le 1^{er} janvier 1998 apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits de douanes (inclus dans la production du commerce). Elle s'applique à l'ensemble des biens et des prestations de services vendus et importés sur le territoire. Fixé initialement à 1 % pour le taux réduit, 2 % pour le taux normal et 3 % pour les services au 01/01/1998, les trois taux ont successivement été portés à 3 %, 6 % et 9 %.

La comptabilité nationale enregistre la TVA versée par les entreprises (c'est-à-dire la différence entre la TVA exigible, collectée sur les produits vendus, et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommation intermédiaire ou investissement) en ressources. Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) le sont hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre ressources et emplois de chaque produit. La TVA versée au titre des importations s'élève à 8,9 milliards (+151,4 %) et celle versée au titre de la consommation à 11 milliards (+45 %).

Les emplois

	1997	1998	1999	2000	Variation 2000 / 1999
<i>Unité :</i>			<i>Milliards de F.CFP</i>		<i>%</i>
Consommation					
des ménages	238,7	250,8	257,6	286,9	+11,4
des administrations	34,0	34,2	33,1	35,7	+8,1
Investissements					
des entreprises	14,1	21,4	25,4	24,2	-4,7
des ménages	17,0	14,2	12,0	11,5	-4,2
des administrations	18,4	20,3	30,0	31,7	+5,7
Variations des stocks	1	2,2	-0,5	+0,5	+200
Exportations	23,8	26,5	27,9	28,7	+2,9
Dépenses touristiques	37,4	41,4	47,3	49,9	+5,5
Total emplois	384,4	411,0	432,8	470,2	+8,6

Source : I.S.P.F - Comptes économiques 2000 de la Polynésie française

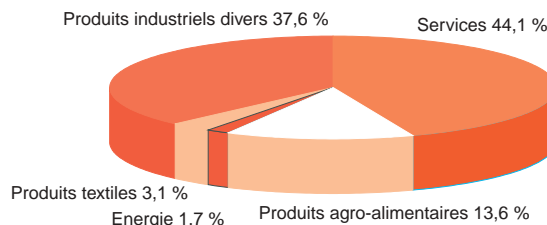
La consommation

La consommation est essentiellement le fait des ménages ; elle atteint le niveau record de 286,9 milliards en 2000 (+29,3 milliards par rapport à 1999) soutenant fortement l'activité économique du territoire.

Cette forte croissance s'explique par l'expansion de la masse salariale versée par les secteurs publics (+6,8 %) et privés (+8,6 %), l'explosion des revenus des entreprises individuelles (+17,6 %) et des bénéfices versés (+13,8 %), ainsi que la hausse des encours de crédits à la consommation (+4,8 %) dans un contexte d'inflation maîtrisée (+1,0 % en moyenne annuelle).

Cette progression est à tempérer hors TVA puisqu'elle passe de 11,4 % à 8,3 % (19,9 milliards). Les dépenses d'équipement des ménages ne sont pas reprises dans la consommation, elles sont considérées comme un investissement. Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers), assimilées à de la consommation, qui s'élèvent à 35,7 milliards, en hausse de 8 %. Le premier poste de dépenses concerne les services (y compris les transports et télécommunications) avec 36,8 % de la consommation, puis les produits industriels divers (29,9 %) qui regroupent ici la totalité des industries (hors alimentaires).

La consommation des ménages



Source : I.S.P.F - Comptes économiques 2000 de la Polynésie française

L'investissement

Les investissements des entreprises sont de 24,2 milliards en 2000. Les produits des industries mécaniques et électriques en constituent la majeure partie (14,3 milliards, soit -1,2 % depuis 1999), le solde étant composé des dépenses en produits du BTP (9,9 milliards, soit -8,8 %). Les investissements des ménages, qui correspondent à leurs dépenses en logements, s'élèvent à 11,5 milliards contre 12 milliards en 1999. Ce recul est confirmé par celui d'autres indicateurs comme le nombre des octrois de prêts pour l'habitat non aidé (-6 % en valeur et -19 % en volume) ou le nombre de prêts bancaires au logement accordé pour les petits revenus (-38,7 % en valeur et -39,9 % en volume). Les investissements des administrations ont atteint 31,7 milliards (+5,7 %), dont 20,4 milliards de dépenses d'équipement en bâtiment et travaux publics (+11,7 %). Le premier investisseur public est le Territoire (20 milliards), qui garde le même niveau de dépenses qu'en 1999 et poursuit sa politique d'amélioration des réseaux routiers, de désenclavement des archipels et d'amélioration des infrastructures. Les communes poursuivent leurs efforts en matière d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau et augmentent leurs dépenses d'équipement de 32,3 % dont celle en BTP de 41,3 %.

L'investissement en BTP des administrations

	1996	1997	1998	1999	2000
<i>Unité :</i>					<i>Millions de F.CFP</i>
État services civils	240	83	200	200	329
État-Armées	2 153	1 848	1 287	1 325	1 685
Territoire	6 352	6 772	9 749	13 315	13 383
Communes / SdC	1 871	1 904	2 483	2 967	4 192
Établissements publics territoriaux	84	129	84	224	336
CPS	10	29	38	38	88
CHT	97	57	40	89	189
Autres	384	414	38	69	154
TOTAL	11 191	11 237	13 920	18 227	20 354

Source : I.S.P.F - Comptes économiques 2000 de la Polynésie française

Les exportations

Les exportations polynésiennes ont atteint le niveau record de 28,7 milliards (+3,2 % par rapport à 1999) portées par un secteur civil qui culmine à 25,9 milliards (+2,3 % par rapport à 1999). Après un exercice 1999 où le bilan des entreprises polynésiennes exportatrices de produits locaux était déjà très satisfaisant, l'année 2000 a été encore meilleure.

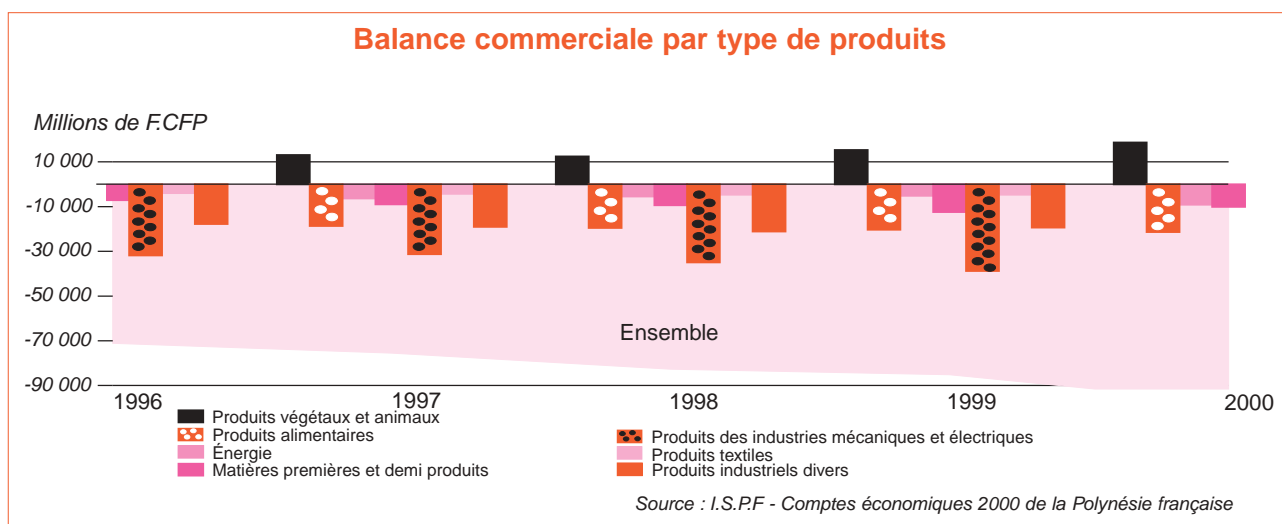
Les exportations de produits locaux ont pour la première fois dépassé les 23,4 milliards (+7,4 %). Cette expansion est essentiellement due au remarquable résultat des produits perliers (21 milliards en 2000, soit +1,2 milliard) qui représente 89,7 % des exportations locales (contre 82 % en 1999) et près de 81 % des exportations civiles.

Dans l'agriculture, le succès rencontré depuis 1997 sur le marché nord américain par les produits du nono marque un petit temps d'arrêt : seulement 7,2 % de progression en 2000 contre 27,8 % entre 1998 et 1999. La recette générée, 370 millions, permet au nono de se placer en troisième position des produits locaux exportés juste derrière les produits de la pêche qui ont multiplié par 2,5 leurs résultats de 1999 et atteignent 804 millions (+147 % de recettes générées à l'exportation).

L'explosion des exportations de poissons et de crustacés (+106,6 % en volume) est la conséquence de la politique d'industrialisation des unités de production et d'une augmentation du prix moyen du kilogramme de poisson (+19,4 %). Pour ce secteur, les perspectives de croissance sont très importantes du fait des ressources maritimes de Polynésie et de la traçabilité du produit qui lui confère un net avantage face à la concurrence dans une période où la sécurité alimentaire pose de nombreux problèmes. En terme de produits, les « filets de poissons et autre chair de poissons, frais, réfrigérés ou congelés » constituent en 2000, le premier poste des exportations (45,8 %). Les pays les plus demandeurs sont les États-Unis (38,6 %), la France (31,3 %) et les Samoa occidentales (17 %). Depuis 1999, la demande américaine a presque quadruplé en valeur et triplé en volume.

L'industrie navale a connu une année en demi-teinte avec la vente de trois crevettiers pour une recette de 151 millions contre six thoniers exportés en 1999 pour une valeur de 780 millions.

Les exportations militaires, qui concernent essentiellement le renvoi de matériels et de machines, ont augmenté de 12 % en 2000 et ne représentent plus, aujourd'hui, que 9,7 % des exportations totales.



Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories, selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

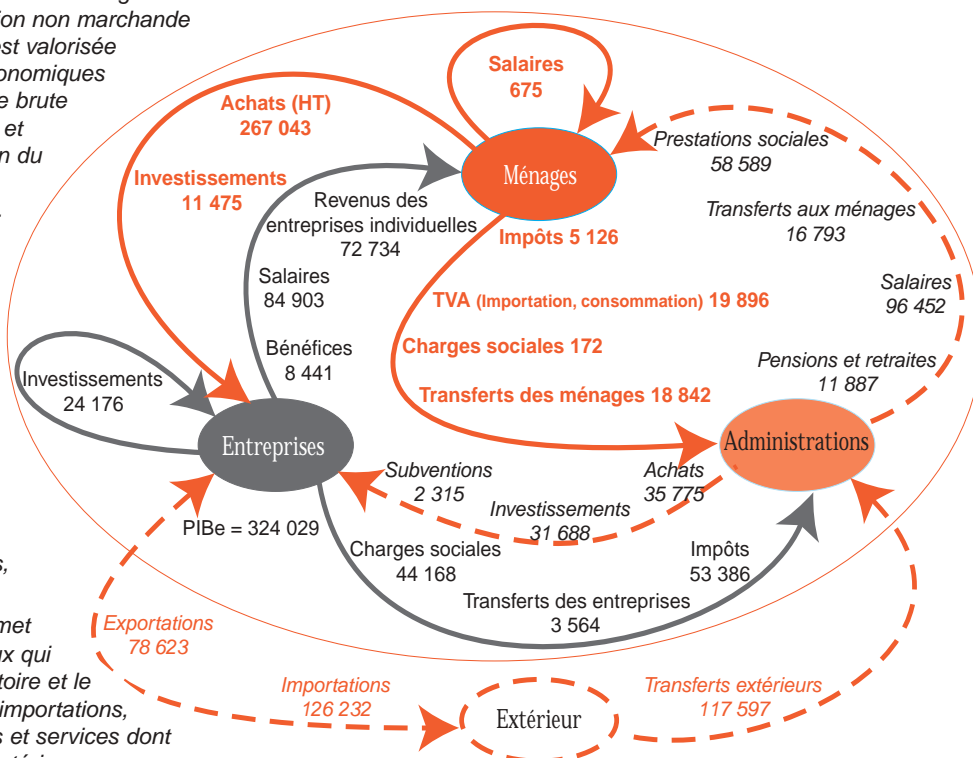
■ **Les entreprises**, telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Les entreprises produisent : elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits « intermédiaires », c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production. La Production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB). Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts et des cotisations sociales.

■ **Les ménages** consomment : pour ce faire, les ménages disposent de revenus (salaires, revenus des entreprises individuelles, bénéfiques), perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations** comprennent, notamment, le Territoire, les services de l'État (civils et militaires), les communes, la CPS, le CHT, les établissements publics territoriaux à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple) et l'enseignement privé. Elles fournissent des services collectifs non marchands (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Territoire tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.). L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut. Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts.

Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

■ **L'extérieur** permet de matérialiser les flux qui existent entre le Territoire et le « reste du monde » (importations, exportations de biens et services dont tourisme, transferts extérieurs en provenance de l'État).



Unité : Millions de FCFP

Source : I.S.P.F. - Comptes économiques 2000 de la Polynésie française